



Mise à jour économique :

La santé et les aînés mis de côté en pleine pandémie

Rimouski, 1er décembre 2020 – Le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet, et les membres du caucus du Bloc de l'Est-du-Québec dénoncent une mise à jour économique fédérale qui abandonne le réseau de santé du Québec ainsi que personnes les plus vulnérabilisées par la pandémie, les aînés et ce en pleine deuxième vague de COVID-19.

« Alors qu'on frôle les 1500 nouveaux cas quotidiens de COVID-19 au Québec, c'est impardonnable que la mise à jour économique ne dégage pas d'espace pour une hausse substantielle et durable des transferts en santé. Justin Trudeau annonce en même temps au Québec et aux provinces que la rencontre promise sur les transferts en santé constituera une perte de temps, puisqu'il ne leur réserve pas un sou. Rien non plus pour les aînés, qui sont les plus touchés par la pandémie et les mesures de confinement. Le Bloc Québécois reviendra à la charge dès aujourd'hui pour dénoncer l'abandon de nos travailleurs et travailleuses de première ligne et de nos plus vulnérables », déclare M. Blanchet.

Santé et aînés

En plus de regretter l'absence d'une hausse des transferts en santé, le Bloc Québécois reproche au gouvernement fédéral de privilégier l'imposition de normes fédérales pour les centres de soins de longue durée. « Essentiellement, les libéraux veulent donner des leçons sans rendre au Québec et aux provinces les moyens financiers d'offrir des soins de qualité aux aînés. C'est de l'argent prévisible dont le réseau de la santé a besoin et Ottawa se désiste de ses responsabilités », rappelle la députée de Manicouagan et porte-parole du Bloc en matière de Pêches et Océans, Marilène Gill. Le Bloc Québécois avait également demandé une bonification permanente de 110 \$ par mois de la pension de vieillesse pour soutenir les aînés durement éprouvés par la crise sanitaire et il déplore qu'ils demeurent complètement ignorés.

Déficit

Alors qu'Ottawa annonce un déficit de 381 G\$, le Bloc Québécois insiste sur la nécessité de créer immédiatement un comité spécial pour étudier l'ensemble des dépenses liées à la COVID-19.

« À la lumière de cette insouciance, du scandale WeCharity et de l'octroi de contrats douteux valant des centaines de millions, il y a urgence de créer le comité spécial promis par le gouvernement pour s'assurer que l'argent des contribuables est utilisé pour les bonnes raisons : aider les Québécois », fait valoir la députée d'Avignon – La Mitis – Matane – Matapédia et porte-parole du Bloc en matière de Changements climatiques, Kristina Michaud.

Environnement

Ottawa échoue de plus à mettre en place une relance verte comme le propose le Bloc Québécois, selon madame Michaud.

« La partie sur l'environnement est l'une des plus minces de toute la mise à jour. Le fédéral rate l'occasion de passer au XXI^e siècle, de créer des emplois et de relancer l'économie en passant par les énergies propres, la recherche et le développement économique régional. Il se contente plutôt de nous annoncer encore qu'il va, peut-être un jour, planter des arbres », ironise-t-elle.

Soutien aux industries durement frappées

Le Bloc Québécois constate que le gouvernement annonce un Programme de crédit pour les secteurs durement touchés, mais que les détails se font encore attendre.

« Nous sommes au huitième mois de la pandémie et le fédéral nous dit qu'il n'est pas encore prêt à venir en aide au tourisme, à l'hôtellerie, aux arts et à la culture, aux grands événements et plus encore. Nous remarquons également qu'Ottawa ne soutient toujours pas l'aérospatiale. Il y a décidément encore énormément de travail à faire pour les industries les plus durement frappées par la COVID-19 », souligne le député Rimouski-Neigette—Témiscouata—Les Basques et porte-parole du Bloc en matière de Tourisme, Maxime Blanchette-Joncas.

Justice fiscale

Le Bloc Québécois accueille favorablement l'obligation pour les géants du Web de facturer de la TPS dès le 1^{er} juillet 2021 et l'imposition de leurs revenus en sol canadien d'ici à 2022.

« Il n'y a toutefois pas de raison d'attendre. Ottawa a le pouvoir d'agir. Il doit le faire maintenant, alors que la culture et l'économie du Québec souffrent de la pandémie pendant que les géants du Web engrangent des profits records. Ils doivent participer à la relance », poursuit monsieur Blanchette-Joncas.

Un plan de relance « à venir »

« Finalement, on se rend compte qu'il faudra encore patienter jusqu'au budget pour en savoir davantage sur le plan de relance des libéraux. Le document déposé lundi est beaucoup plus chargé en mesures déjà annoncées qu'en vision d'avenir. Somme toute, le Bloc Québécois est déçu de cet exercice qui multiplie les dépenses dans des microprogrammes ciblés, mais qui ne confronte pas la réalité : nous sommes dans une crise de santé publique, nous devons prioriser la santé et les personnes vulnérables », conclut le chef du Bloc Québécois, Yves-François Blanchet.

-30-

Source :

Pénélope Garon
418-713-9159